

DOSSIER : PSYCHOTHÉRAPIE DÉLÉGUÉE

A. Rappel

Depuis 1981, la psychothérapie déléguée a été reconnue par le Tribunal Fédéral des Assurances comme étant une prestation obligatoire pour les caisses-maladie, à certaines conditions. Par ce biais, les psychologues-psychothérapeutes peuvent émarger à l'assurance-maladie de base.

Son application pratique n'est pas sans poser quelques problèmes ! En effet, la psychothérapie déléguée est une prestation ordonnée par un médecin qui est exclusivement soumise sur le plan tarifaire aux dispositions applicables aux médecins. Depuis 2004, Tarmed a réglementé aussi la tarification des prestations relevant de la psychothérapie déléguée et a posé des conditions quant à la qualification des médecins et des thérapeutes. La santé publique demeurant dans la compétence des cantons, la situation n'est pas toujours simple.

I. Conditions posées par la jurisprudence du Tribunal Fédéral des Assurances (TFA)

Extraits des jugements concernant la psychothérapie déléguée (mars 1981, août 1983, mai et octobre 1984, août 1995):

- a) La psychothérapie qu'accomplit un psychologue ou un psychothérapeute non-médecin, en qualité d'auxiliaire médical dépendant, est réputée traitement médical engageant les caisses, dans la mesure où les différentes applications thérapeutiques sont susceptibles d'être déléguées et pour autant que l'activité du psychologue ou du psychothérapeute employé ne dépasse pas, dans le complexe thérapeutique général, les limites d'une fonction auxiliaire.
- b) L'activité du psychothérapeute doit avoir lieu **dans les locaux** et sous la **surveillance et la responsabilité** du médecin.
- c) **Le médecin est responsable du traitement.**
C'est à lui d'apprécier, selon les préceptes de la science médicale et de la déontologie, les circonstances particulières du cas et la qualification professionnelle de l'auxiliaire, quelles mesures thérapeutiques sont susceptibles d'être déléguées.
C'est lui qui répond des fautes que le psychothérapeute pourrait commettre.
- d) **Le médecin doit remplir personnellement les fonctions médicales proprement dites : pose du diagnostic, choix ou changement du traitement, médication.**
Il a un devoir de surveillance et doit pouvoir intervenir immédiatement dans le déroulement de la thérapie, revenir sur une mesure prescrite ou même décider de mettre fin au traitement.
Ce devoir de surveillance peut être rempli par des conversations régulières avec le psychothérapeute délégué et le patient.
- e) Une **différence tarifaire** pour les traitements des médecins et ceux appliqués par des psychothérapeutes dans le cadre de la psychothérapie déléguée se justifie par :
 - la durée et la nature de la formation des médecins
 - la responsabilité qu'ils encourent
 - le rôle qu'ils jouent dans la politique de la santé publique (services de garde et d'urgence).

II. Qui peut déléguer ? Qui peut travailler par délégation ?

Peuvent déléguer : les **médecins psychiatres-psychothérapeutes FMH** (en psychiatrie de l'adulte ou de l'enfant et de l'adolescent) ou les médecins non psychiatres détenteurs d'une **attestation de formation complémentaire** (AFC) spécifique et attestant d'une formation continue dans ce domaine (infos sur www.sgdp.ch). La règle des droits acquis pour les médecins non psychiatres est arrivée à échéance fin 2007.

Peuvent travailler par délégation : les **psychothérapeutes** au bénéfice d'une licence universitaire en psychologie et un titre de psychothérapeute (FSP, ASP, SBAP). Nous vous rappelons que les détenteurs d'un titre de spécialisation en psychothérapie de la FSP obtiennent automatiquement une autorisation de pratiquer à titre indépendant sur présentation de leur titre au Service de la Santé publique (et contre paiement d'un émolument).

Dans le canton de Vaud, la loi sur la santé publique subordonne l'activité des psychothérapeutes non-médecins à une **autorisation de pratique à titre indépendant**, ce qui concerne aussi la psychothérapie déléguée (art. 74-75). Cette autorisation est délivrée aux porteurs d'un titre universitaire en sciences humaines avec une spécialisation en psychopathologie. Ils doivent en outre justifier d'une formation complémentaire en psychothérapie dont le département de la santé et de l'action sociales fixe les exigences minimales (art. 122a et 122b).

Précisons que les psychothérapeutes au bénéfice d'une autorisation de pratique à titre indépendant ont un statut de **personnel dépendant** lorsqu'ils travaillent sous le régime de la psychothérapie déléguée; par conséquent, le médecin délégant doit, selon l'article 86 de la loi sur la santé publique, **annoncer leur engagement et leur départ** au service de la santé publique.

Les psychologues **encore en formation** ne bénéficiant pas de l'autorisation de pratique ont un statut **d'assistant**; c'est le médecin qui doit informer le service de la santé publique (tél. 021 316 42 00) qu'il engage un assistant; ce statut a une durée limitée. Un médecin ne peut s'adjoindre plus d'un assistant à plein temps.

Depuis le **1^{er} janvier 2008**, Tarmed a introduit des dispositions spéciales pour les psychologues encore en formation de psychothérapie.

Ils doivent bénéficier d'une licence universitaire en psychologie et de connaissances en psychopathologie. En outre, les psychologues doivent avoir effectué **150 heures de formation théorique dans l'orientation choisie, ainsi que 100 heures d'expérience thérapeutique personnelle, dont 50 heures en prise en charge individuelle.**

Les psychologues en formation de psychothérapie ne peuvent être engagés que par un médecin détenteur d'un FMH en psychiatrie-psychothérapie (adulte ou enfant-adolescent) et la durée de cet engagement ne devrait pas excéder 5 ans.

Pour les psychologues ne remplissant pas les critères ci-dessus, une requête spéciale sera déposée par le médecin (s'adresser à la SVM). Le médecin délégant doit également envoyer un formulaire d'autodéclaration à la FMH.

Dans le canton de Vaud, les deux partenaires s'engagent à respecter les règles de la psychothérapie déléguée en signant une Charte (disponible auprès de la Société Vaudoise de Médecine), dont une copie sera envoyée à la SVM.

III. Application de l'OPAS à la psychothérapie déléguée

Tarmed a entériné la pratique antérieure de Santésuisse et considère que, pour la prise en charge par les assureurs maladie des coûts liés à la psychothérapie déléguée, les conditions et limites des articles 2 et 3 de l'OPAS (ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins) sont applicables.

L'article 2 rappelle que l'assurance prend en charge la psychothérapie effectuée selon les méthodes qui sont appliquées avec succès dans les institutions psychiatriques reconnues; la psychothérapie pratiquée en vue de la découverte ou la réalisation de soi-même, de la maturation de la personnalité ou dans tout autre but que le traitement d'une maladie n'est en revanche pas prise en charge.

L'article 3 fixe le nombre de séances à la charge des caisses, soit **10 séances**. Si le médecin traitant estime qu'il y a lieu de continuer la thérapie au terme de ces 10 séances, il est tenu d'adresser au médecin-conseil de la caisse, déjà après la **6^{ème} séance** ou, dans des cas exceptionnels dûment motivés, après la **9^{ème} séance**, une **notification** sur le traitement entamé, portant sur le type de maladie, le but et la finalité visés par le traitement, ainsi que sur la durée probable de celui-ci. La caisse doit communiquer sa réponse dans les 15 jours suivant la réception de la notification. En cas de réponse positive, la prise en charge sera **de 30 séances au maximum**.

Pour que, **après 40 séances**, l'assurance continue à prendre en charge les coûts de la psychothérapie, le médecin traitant doit adresser un rapport et une proposition dûment motivée au médecin conseil de la caisse. Lorsque la caisse répond positivement, le médecin traitant doit adresser **au moins une fois par an** au médecin conseil un rapport relatif au déroulement et à l'indication de la thérapie.

B. Types de contrats

L'AVP recommande d'établir un contrat écrit pour prévenir tout malentendu ou désaccord ultérieur entre le médecin et le psychothérapeute sur la nature et les conditions de travail les liant.

Deux types de contrats sont possibles dans le canton de Vaud, suite aux travaux du groupe Psydèl, qui ont été avalisés par Santésuisse. Il s'agit du contrat de travail et du contrat de mandat de prestations. Vous trouverez des modèles de contrats sur le site de l'AVP (www.psy-vd.ch), ainsi que la Charte délimitant les obligations des médecins et des psychothérapeutes.

S'agissant de la rémunération, à titre indicatif, l'AVP propose comme salaire de départ pour un psychologue en formation de psychothérapie un salaire annuel brut de Fr. 78'000.- (temps complet, soit 42 heures hebdomadaires incluant les heures de thérapie, de contrôle, de bureau et 4 semaines de vacances payées + un 13^{ème} salaire).

Si l'option du contrat de mandat de prestations est choisie, les déductions effectuées par le médecin déléguant sur le montant reçu du patient doivent faire l'objet d'une négociation et sont réglées de manière individuelle dans le cadre du contrat d'engagement.

L'assurance responsabilité civile est conclue par le médecin.

C. La psychothérapie déléguée en pratique

I. Principes

Comme dit plus haut, le médecin est la responsable du traitement délégué. C'est lui qui assure l'indication et la supervision du traitement et détermine la nature et l'étendue de la délégation.

Il conviendra de préciser à quel rythme, quand et comment s'effectuera le **contrôle** par le médecin des cas délégués; le rythme adéquat dépendra de la formation et de l'expérience du psychothérapeute.

C'est aussi au médecin qu'il incombe de signer les rapports à l'assurance, les certificats et les prescriptions ; c'est lui qui fournira les renseignements aux médecins-conseils des caisses.

Un médecin peut **engager** au maximum **quatre** collaborateurs et/ou déléguer au maximum 100 heures de thérapie par semaine.

Pour ce qui est de la **relation thérapeutique**, il vaut mieux que le médecin et le psychothérapeute appartiennent à la même école.

Il faut aussi régler le cas de l'**absence** du médecin (vacances, maladie ou autre) et nommer un remplaçant (obligatoire). En effet si, pendant l'absence du médecin, aucun médecin ne contrôle les cas délégués, on ne peut plus parler de psychothérapie déléguée et les caisses-maladie ne versent plus leurs prestations. Un cabinet groupant deux psychiatres et des psychothérapeutes serait l'idéal!

II. Décompte/Formulaire de facturation

Le décompte est effectué par le médecin. Le thérapeute délégué indique au médecin les prestations fournies (date, quantité et nature de la prestation). La facture est établie en fonction de ces indications et envoyée au patient par le médecin sur son papier à en-tête.

Le médecin reçoit le montant dû et le distribue selon le contrat conclu avec le psychothérapeute.

III. Dossier

Tout document écrit (comprenant les notes de séance) appartient au cabinet médical. Le psychothérapeute doit tenir à disposition du médecin le dossier de ses patients délégués afin que le médecin puisse exercer son devoir de surveillance et intervenir à tout moment dans le déroulement de la thérapie, ainsi que pour éviter les malentendus préjudiciables au traitement du patient. Il est responsable de la bonne tenue du dossier (lisibilité, accès au médecin ...). Les modalités d'échange d'informations doivent être discutées entre le médecin et le psychothérapeute et, si possible, figurer dans le contrat.

En cas de séparation entre le médecin et le psychothérapeute, le patient a la possibilité de continuer sa thérapie avec le psychothérapeute ou de rester dans le cabinet du médecin. La liberté de choix lui est garantie par l'article 20 de la loi sur la santé publique. Le dossier reste chez le médecin. Si le patient choisit de suivre le psychothérapeute, ce dernier pourrait demander au médecin de prendre certaines informations relatives au patient avec lui (photocopies...). Le médecin pourrait accéder à cette demande avec l'accord écrit du patient pour assurer le bon déroulement de la thérapie.

Tant le médecin que le psychothérapeute sont soumis au **secret professionnel** selon l'article 80 de la loi sur la santé publique.

IV. Tarif applicable

Actuellement, ce sont les positions 02.0210 à 02.0260 de Tarmed qui s'appliquent à la psychothérapie déléguée. Le décompte est effectué par tranches de 5 minutes ; les séances doivent durer au maximum 90 minutes (setting individuel) ou 105 minutes (setting couples, familles ou groupes). Seul le temps de travail effectif total (arrondi à l'unité entière de temps supérieure) peut être décompté, ce qui signifie que les unités de temps entamées ne peuvent pas être facturées isolément. La facturation de 48 unités/6 heures par semestre au maximum est autorisée pour les consultations téléphoniques et les autres prestations fournies en l'absence des patients.

La délégation ne comprend pas seulement la psychothérapie stricto sensu, mais aussi les traitements psychiatriques intégrés ou les traitements psycho-sociaux.

Le tarif applicable pour la psychothérapie déléguée au cabinet d'un médecin pour une séance individuelle, de groupe ou de famille est de 12.46 points de taxation par 5 minutes (6.23 points pour une séance de couple). Il existe une autre tarification pour les prestations psychologiques/psychothérapeutiques non médicales en psychiatrie hospitalière.

Il est interdit de demander plus au patient, sous quelque forme que ce soit (art. 44 LAMAL).

La valeur du point de taxation est fixée par les autorités cantonales et se monte, dans le canton de Vaud, à Fr. 0.99, depuis janvier 2008. On arrive à un montant de Fr. 148.- par heure.

Lausanne, août 2008

Ch. Muheim, secrétaire générale